



1

RÉSULTATS FINANCIERS POUR LE PREMIER TRIMESTRE TERMINÉ
LE 31 MARS 2013

MESSAGE AUX ACTIONNAIRES

Montréal, le 7 mai 2013

Groupe TVA inc. (la « Société ») a enregistré une perte nette attribuable aux actionnaires de 5,9 millions de dollars soit 0,25 \$ par action au cours du premier trimestre de l'exercice 2013 comparativement à une perte nette de 39,9 millions de dollars ou 1,68 \$ par action au trimestre correspondant de l'année 2012.

Faits saillants liés à l'exploitation du premier trimestre :

- Bénéfice d'exploitation du secteur de la télévision de 663 000 \$, soit une variation favorable de 5 622 000 \$ expliquée principalement par les éléments suivants :
 - ⇒ L'impact positif sur le bénéfice d'exploitation relié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés depuis le 1^{er} juillet 2012; et
 - ⇒ La hausse du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA de 1 741 000 \$ malgré une baisse de 7,6 % de ses revenus publicitaires.
- Bénéfice d'exploitation du secteur de l'édition de 232 000 \$, soit une variation favorable de 2 279 000 \$ principalement attribuable à l'impact de la comptabilisation, au premier trimestre de 2012, de la charge résultant de l'adoption des nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant la contribution des entreprises au partage de coûts qui découleraient des services de récupération et de valorisation des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, laquelle a été compensée en partie par une baisse de 5,9 % des produits d'exploitation de ce secteur.
- Au premier trimestre de l'année 2012, la Société avait comptabilisé une charge de dépréciation de 32,2 millions de dollars de l'écart d'acquisition relativement au secteur de l'édition.

Les résultats financiers du premier trimestre de 2013 pour le secteur de la télévision ont progressé comparativement au premier trimestre de 2012 malgré une baisse des revenus publicitaires du Réseau TVA. Les revenus d'abonnement de nos chaînes spécialisées francophones se sont accrus de 23,4 %, confirmant la popularité croissante pour nos services spécialisés et le contenu qu'ils offrent. Nous sommes également très heureux de l'accueil du public envers l'émission « La Voix » qui a attiré une moyenne de plus de 2,6 millions de téléspectateurs pour son édition du dimanche, en plus d'avoir généré beaucoup d'activités sur les réseaux sociaux québécois.

Les revenus en kiosque de nos magazines ont continué de connaître une baisse comparativement au trimestre correspondant de 2012 alors que les revenus publicitaires sont demeurés relativement stables. Plusieurs initiatives de réduction des coûts ont été entreprises durant le trimestre et se poursuivront durant le reste de l'exercice pour maintenir nos marges bénéficiaires de ce secteur d'activités, en plus du déploiement de stratégies pour stimuler les ventes en kiosque au cours des prochains trimestres.

Les flux de trésorerie utilisés pour les activités d'exploitation ont été de 2,5 millions de dollars au premier trimestre 2013 comparativement à des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de 2,3 millions de dollars pour le trimestre correspondant de 2012. Cette baisse de 4,8 millions de dollars s'explique essentiellement par l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors liquidités, dont une variation défavorable au niveau des créditeurs et des charges à payer, compensée en partie par l'écart favorable au niveau du bénéfice d'exploitation.

¹ Voir la définition du bénéfice (perte) d'exploitation ci-après.

Définition

Bénéfice ou perte d'exploitation

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, la dépréciation de l'écart d'acquisition, la dépense d'impôts, la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice (la perte) d'exploitation, tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation est un instrument utile d'évaluation du rendement.

La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice (la perte) d'exploitation sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Groupe TVA

Groupe TVA inc., filiale de Québecor Média inc., est une entreprise de communication intégrée active dans la création, la production, la diffusion et la distribution de produits audiovisuels ainsi que dans l'édition de magazines. Groupe TVA inc. est la plus importante entreprise de diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques et d'édition de magazines de langue française en Amérique du Nord et une des plus grandes entreprises privées de production. Ses actions classe B sont cotées à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.



Pierre Dion
Président et chef de la direction

GROUPE TVA INC.

États consolidés des résultats et du résultat global

(non audités)

(en milliers de dollars, sauf les montants par action)

		Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
		2013	2012
	Note		(redressés, note 2)
Revenus	3	111 070	\$ 115 463
Achats de biens et services	4	75 093	81 747
Coûts liés au personnel		35 082	40 722
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels		5 088	5 217
Charges financières	5	1 604	1 986
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	6	952	117
Dépréciation de l'écart d'acquisition	7	-	32 200
Perte avant dépense d'impôts et part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises		(6 749)	(46 526)
Dépense d'impôts		(2 424)	(3 320)
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises		1 563	(1 100)
Perte nette et résultat global		(5 888)	\$ (42 106)
Perte nette et résultat global attribuable aux (à la) :			
Actionnaires		(5 888)	\$ (39 929)
Participation ne donnant pas le contrôle		-	(2 177)
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires	8 c)	(0,25)	\$ (1,68)

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

GROUPE TVA INC.

États consolidés des capitaux propres

(non audités)
(en milliers de dollars)

	Capitaux propres attribuables aux actionnaires				Capitaux propres attribuables à la participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
	Capital-actions (note 8)	Surplus d'apport	Bénéfices non répartis	Cumul des autres éléments du résultat global – Régimes à prestations définies		
Solde au 31 décembre 2011, tel que présenté précédemment	98 647 \$	– \$	176 993 \$	– \$	5 389 \$	281 029 \$
Modifications de conventions comptables (note 2)	–	–	17 408	(18 323)	–	(915)
Solde au 31 décembre 2011, redressé	98 647	–	194 401	(18 323)	5 389	280 114
Perte nette	–	–	(39 929)	–	(2 177)	(42 106)
Contributions liées à la participation ne donnant pas le contrôle (note 10)	–	–	–	–	1 764	1 764
Solde au 31 mars 2012	98 647	–	154 472	(18 323)	4 976	239 772
Bénéfice net (perte nette)	–	–	33 465	–	(2 237)	31 228
Autres éléments du résultat global	–	–	–	(2 297)	–	(2 297)
Contributions liées à la participation ne donnant pas le contrôle	–	–	–	–	1 764	1 764
Disposition d'une participation dans SUN News	–	581	–	–	(4 503)	(3 922)
Solde au 31 décembre 2012	98 647	581	187 937	(20 620)	–	266 545
Perte nette	–	–	(5 888)	–	–	(5 888)
Solde au 31 mars 2013	98 647 \$	581 \$	182 049 \$	(20 620) \$	– \$	260 657 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

GROUPE TVA INC.

Bilans consolidés

(non audités)
(en milliers de dollars)

		31 mars 2013		31 décembre 2012
	Note			(redressés, note 2)
Actif				
Actif à court terme				
Espèces		3 233	\$	10 619 \$
Débiteurs		114 805		115 925
Impôts exigibles		7 899		3 152
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks		58 365		67 579
Charges payées d'avance		3 220		2 426
		187 522		199 701
Actif à long terme				
Droits de diffusion et de distribution	6	39 480		33 563
Placements		15 289		17 651
Immobilisations		99 223		98 494
Licences et autres actifs incorporels		111 642		112 056
Écart d'acquisition	7	39 781		39 781
Impôts différés		881		725
		306 296		302 270
Total de l'actif		493 818	\$	501 971 \$

GROUPE TVA INC.

Bilans consolidés (suite)

(non audités)
(en milliers de dollars)

	31 mars 2013		31 décembre 2012
		Note	(redressés, note 2)
Passif et capitaux propres			
Passif à court terme			
Créditeurs et charges à payer	83 307	\$	89 092 \$
Impôts exigibles	147		816
Droits de diffusion et de distribution à payer	21 321		16 966
Provisions	750		862
Revenus reportés	4 325		6 136
	109 850		113 872
Passif à long terme			
Dette à long terme	74 743		74 438
Autres éléments de passif	38 771		38 499
Impôts différés	9 797		8 617
	123 311		121 554
Capitaux propres			
Capital-actions	98 647	8	98 647
Surplus d'apport	581		581
Bénéfices non répartis	182 049		187 937
Cumul des autres éléments du résultat global	(20 620)		(20 620)
Capitaux propres attribuables aux actionnaires	260 657		266 545
Total du passif et des capitaux propres	493 818	\$	501 971 \$

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

Le 7 mai 2013, le conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés résumés pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2013 et 2012.

GROUPE TVA INC.

États consolidés des flux de trésorerie

(non audités)
(en milliers de dollars)

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2013	2012 (redressés, note 2)
	Note	
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		
Perte nette		(5 888) \$ (42 106) \$
Éléments sans incidence sur les liquidités :		
Amortissement		5 139 5 318
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	6	387 –
Dépréciation de l'écart d'acquisition	7	– 32 200
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises		1 563 (1 100)
Impôts différés		1 024 18
		2 225 (5 670)
Variation nette des éléments hors liquidités		(4 768) 7 965
Flux de trésorerie (utilisés pour) générés par les activités d'exploitation		(2 543) 2 295
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		
Acquisitions d'immobilisations		(5 312) (5 274)
Acquisitions d'actifs incorporels		(584) (566)
Variation nette des placements		799 –
Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement		(5 097) (5 840)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		
Variation nette du découvert bancaire		– (3 698)
Variation nette de l'emprunt à terme rotatif		254 5 003
Frais de financement		– (344)
Participation ne donnant pas le contrôle	10	– 1 764
Flux de trésorerie générés par les activités de financement		254 2 725
Variation nette des espèces		(7 386) (820)
Espèces au début de la période		10 619 1 756
Espèces à la fin de la période		3 233 \$ 936 \$
Intérêts et impôts classés au titre des activités d'exploitation		
Intérêts versés		81 \$ 386 \$
Impôts sur le bénéfice versés		1 968 2 287

Se reporter aux notes afférentes aux états financiers consolidés résumés.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2013 et 2012 (non auditées)

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société ») est régie par la *Loi sur les sociétés par actions* (Québec). Groupe TVA est une société de communication intégrée qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition (note 11). La Société est une filiale de Québecor Média inc. (« Québecor Média » ou la « société mère ») et la société mère ultime est Québecor inc. (« Québecor »). Le siège social de la Société est situé au 1600 boul. de Maisonneuve Est, Montréal (Québec), Canada.

Les secteurs d'activités de la Société subissent les effets du caractère saisonnier de certaines de leurs activités dus, entre autres, aux variations saisonnières des revenus publicitaires et aux habitudes de visionnement, de lecture et d'écoute du public. Puisque la Société dépend des ventes de publicité pour une portion importante de ses revenus, ses résultats d'exploitation sont aussi sensibles aux conditions économiques qui prévalent, y compris les changements dans les conditions économiques locales, régionales et nationales, en outre parce qu'ils peuvent affecter les dépenses de publicité. De plus, la Société investit dans le lancement de nouveaux canaux spécialisés dans le secteur Télévision. Les revenus d'abonnement associés aux périodes suivant le lancement d'un nouveau service spécialisé sont toujours plus modestes alors que les frais d'opération initiaux peuvent s'avérer plus substantiels. Par conséquent, les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne doivent pas être considérés nécessairement représentatifs des résultats d'un exercice financier complet.

1. Mode de présentation

Les présents états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), telles que publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB »), sauf qu'ils ne comprennent pas l'ensemble de la divulgation requise par les IFRS pour des états financiers consolidés annuels. En particulier, ces états financiers consolidés ont été préparés conformément à l'IAS 34, *Information financière intermédiaire* et, par conséquent, sont des états financiers consolidés résumés. Ils sont présentés en dollars canadiens, monnaie de l'environnement économique principal dans lequel la Société et ses filiales exercent leurs activités (la « monnaie fonctionnelle »). Ces états financiers consolidés résumés doivent être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels 2012 de la Société qui comprennent les conventions comptables utilisées pour la préparation de ces états financiers.

Certains chiffres correspondants fournis pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2012 ont été reclassés en fonction de la présentation adoptée pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013.

2. Modifications de conventions comptables

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté rétrospectivement les normes suivantes. À moins d'avis contraire, l'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu un impact significatif sur les chiffres correspondants pour la période comparative.

- i) L'IFRS 10 *États financiers consolidés* a remplacé le SIC-12 *Consolidation – Entités ad hoc* et une partie de l'IAS 27 *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme fournit des directives supplémentaires sur le concept de contrôle en tant que facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés de la société mère.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2013 et 2012 (non auditées)

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

2. Modifications de conventions comptables (suite)

- ii) L'IFRS 11 *Partenariats* a remplacé l'IAS 31 *Participations dans des coentreprises*. Cette norme fournit des directives qui mettent l'accent sur les droits et obligations contractuels, et non sur la forme juridique de l'accord. Elle supprime également le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations de l'entité dans des coentreprises. La nouvelle norme exige que ces participations soient comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

L'adoption de cette norme a eu les impacts suivants sur les chiffres correspondants de la période comparative :

États consolidés des résultats et du résultat global

Augmentation (diminution)	Période de trois mois terminée le 31 mars 2012
Revenus	(2 349) \$
Achats de biens et services	(1 439)
Charges financières	4
Perte avant dépense d'impôts et part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises	914
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises	(914)
Résultat net et résultat global	– \$

- iii) L'IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* est une nouvelle norme intégrée relatives aux informations à fournir pour toutes les formes de participations dans des entités, y compris les entités découlant d'accords conjoints, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan.
- iv) L'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* est une nouvelle norme intégrée qui établit un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et qui prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2013 et 2012 (non auditées)

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

2. Modifications de conventions comptables (suite)

- v) L'IAS 1 *Présentation des états financiers* a été modifiée et le principal changement résultant des modifications apportées à cette norme est l'exigence de présenter distinctement les autres éléments du résultat global pouvant être reclassés aux résultats et les autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés aux résultats.
- vi) L'IAS 19 *Avantages du personnel (modifiée)* implique, entre autres, la comptabilisation immédiate de la composante de réévaluation dans les autres éléments du résultat global, ce qui élimine l'option précédemment disponible dans l'IAS 19 de comptabiliser ou de reporter les variations de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur de l'actif des régimes directement dans l'état consolidé des résultats. L'IAS 19 introduit également l'approche de coût des intérêts nets qui remplace le rendement attendu sur les actifs du régime et les frais d'intérêts liés à l'obligation au titre des prestations définies par une composante unique de coût des intérêts nets calculé en multipliant l'actif ou le passif net constaté au titre des prestations définies par le taux d'actualisation ayant été utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. De plus, tous les coûts au titre des services passés devront être reconnus à l'état des résultats dès que le régime est amendé et ne pourront plus être répartis sur des périodes de service futures. L'IAS 19 permet aussi de choisir de comptabiliser immédiatement les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans les bénéfices non répartis ou dans une catégorie distincte dans les capitaux propres. La Société a choisi de comptabiliser immédiatement les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans le cumul des autres éléments du résultat global.

L'adoption de cette norme modifiée a eu les impacts suivants sur les chiffres correspondants :

États consolidés des résultats et du résultat global

	Période de trois mois terminée le 31 mars 2012	
Augmentation (diminution)		
Coûts liés au personnel	342	\$
Charges financières	463	
Dépense d'impôts différés	(217)	
Résultat net et résultat global	(588)	\$

Bilans consolidés

	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Augmentation (diminution)		
Autres éléments de passif	–	\$ 1 251
Passif d'impôts différés	–	(336)
Bénéfices non répartis	20 620	17 408
Cumul des autres éléments du résultat global	(20 620)	(18 323)

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2013 et 2012 (non auditées)

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

3. Revenus

La répartition des revenus entre les services rendus et les ventes de produits est la suivante :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2013		2012	
			(redressés,	
			note 2)	
Services rendus	85 977	\$	89 222	\$
Ventes de produits	25 093		26 241	
	111 070	\$	115 463	\$

4. Achats de biens et services

Les principales composantes des achats de biens et services se détaillent comme suit :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2013		2012	
			(redressés,	
			note 2)	
Redevances, droits et coûts de production	48 988	\$	50 161	\$
Tirage et distribution	4 598		7 919	
Marketing, publicité et promotion	5 067		5 313	
Services rendus par la société mère	5 935		4 264	
Autres	10 505		14 090	
	75 093	\$	81 747	\$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2013 et 2012 (non auditées)

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

5. Charges financières

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2013		2012	
			(redressés,	
			note 2)	
Intérêts sur la dette à long terme	1 122	\$	1 416	\$
Amortissement des frais de financement	51		101	
Intérêts sur le passif net au titre des prestations définies	420		463	
Autres	11		6	
	1 604	\$	1 986	\$

6. Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 565 000 \$ pour des frais légaux relativement au procès lié à un litige d'une ancienne filiale. La Société a également enregistré une charge de dépréciation de 387 000 \$ liée à l'inventaire de droits de distribution à long terme à la suite de sa décision de ne plus distribuer de nouveaux films québécois en salles de cinéma.

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2012, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 117 000 \$ suite à l'abolition de postes dans le secteur de l'édition.

7. Dépréciation de l'écart d'acquisition

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2012, suite à l'adoption des nouveaux tarifs concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, la Société a dû revoir son plan d'affaires pour ces activités et effectuer un test de dépréciation sur l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») de l'édition. La Société a alors conclu que la valeur recouvrable, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, de l'UGT de l'édition était inférieure à sa valeur comptable et une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ a été comptabilisée. La Société a utilisé un taux d'actualisation avant impôts de 16,26 % (15,89 % au 1^{er} avril 2011) et un taux de croissance perpétuelle de 1,00 % (1,00 % au 1^{er} avril 2011) pour déterminer la valeur recouvrable.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2013 et 2012 (non auditées)

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

8. Capital-actions

a) Capital-actions autorisé

Un nombre illimité d'actions ordinaires classe A, participantes, avec droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions classe B, participantes, sans droit de vote, sans valeur nominale.

Un nombre illimité d'actions privilégiées, non participantes, sans droit de vote, d'une valeur nominale de 10 \$ chacune, pouvant être émises en séries.

b) Capital-actions émis et en circulation

	31 mars 2013	31 décembre 2012
4 320 000 actions ordinaires classe A	72 \$	72 \$
19 450 906 actions classe B	98 575	98 575
	98 647 \$	98 647 \$

c) Résultat par action attribuable aux actionnaires

Le tableau suivant présente le calcul du résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires :

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars	
	2013	2012 (redressés, note 2)
Perte nette attribuable aux actionnaires	(5 888) \$	(39 929) \$
Nombre moyen pondéré d'actions de base et dilué en circulation	23 770 906	23 770 906
Résultat par action de base et dilué attribuable aux actionnaires (en dollars)	(0,25) \$	(1,68) \$

Le calcul du résultat par action dilué ne tient pas compte de l'effet potentiel dilutif des options d'achat d'actions de la Société puisque leur effet est non dilutif.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2013 et 2012 (non auditées)
(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

9. Rémunération et autres paiements à base d'actions

	Période de trois mois terminée le 31 mars 2013			
	Options d'achat d'actions classe B de la Société		Options d'achat d'actions de Québecor Média	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Solde au 31 décembre 2012	819 421	16,34 \$	213 416	46,55 \$
Exercées	–	–	(19 957)	46,67
Annulées	(128 345)	15,29	(32 500)	47,68
Options liées à des cadres transférés au sein de Québecor Média	–	–	(14 625)	46,48
Solde au 31 mars 2013	691 076	16,54 \$	146 334	46,29 \$

Du nombre d'options en circulation au 31 mars 2013, 691 076 options d'achat d'actions classe B de la Société au prix d'exercice moyen de 16,54 \$ et 68 334 options d'achat d'actions de Québecor Média au prix d'exercice moyen de 46,07 \$ pouvaient être exercées.

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, 19 957 options d'achat d'actions de Québecor Média ont été exercées pour une contrepartie en espèces de 228 000 \$ (aucune option d'achat d'actions n'avait été exercée en 2012).

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, la Société a constaté une charge de rémunération de 52 000 \$ (5 000 \$ en 2012) relativement aux options d'achat d'actions classe B de la Société ainsi qu'un renversement de charge de rémunération de 29 000 \$ (une charge de rémunération de 596 000 \$ en 2012) relativement aux options d'achat d'actions de Québecor Média.

10. Opérations entre apparentés

Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, aucune mise de fonds n'a été effectuée par les sociétaires dans SUN News alors qu'au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2012, une mise de fonds de 3 600 000 \$ avait été effectuée, dont 1 836 000 \$ par la Société et 1 764 000 \$ par Corporation Sun Media.

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2013 et 2012 (non auditées)

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

11. Information sectorielle

Les activités de la Société se composent des secteurs suivants :

- Le secteur de la télévision inclut les activités du Réseau TVA (incluant les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Accès, TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, des activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques ainsi que des activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- Le secteur de l'édition inclut les activités de TVA Publications inc., une entreprise de contenu qui se spécialise dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines et les activités de sa division TVA Studio qui se spécialise dans les activités d'éditions sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia.

	Périodes de trois mois terminées les 31 mars			
	2013		2012	
			(redressés,	
			note 2)	
Revenus				
Télévision	97 064	\$	100 471	\$
Édition	14 969		15 906	
Éléments intersectoriels	(963)		(914)	
	111 070	\$	115 463	\$
Bénéfice (perte) d'exploitation⁽¹⁾				
Télévision	663		(4 959)	
Édition	232		(2 047)	
	895		(7 006)	
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	5 088		5 217	
Charges financières	1 604		1 986	
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	952		117	
Dépréciation de l'écart d'acquisition	–		32 200	
Perte avant dépense d'impôts et part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises	(6 749)	\$	(46 526)	\$

GROUPE TVA INC.

Notes afférentes aux états financiers consolidés résumés (suite)

Périodes de trois mois terminées les 31 mars 2013 et 2012 (non auditées)

(les montants présentés dans les tableaux sont exprimés en milliers de dollars sauf ceux relatifs aux données par action et par option)

11. Information sectorielle (suite)

Les éléments intersectoriels mentionnés précédemment représentent les éliminations de transactions dans le cours normal des activités effectuées entre les secteurs d'activité de la Société en ce qui a trait aux revenus.

- ⁽¹⁾ Le chef de la direction utilise le bénéfice (la perte) d'exploitation comme mesure de rendement financier pour évaluer la performance de chaque secteur d'activités de la Société. Le bénéfice (la perte) d'exploitation est défini(e) comme la perte nette avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, la dépréciation de l'écart d'acquisition, la dépense d'impôts, la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice (la perte) d'exploitation, tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS.

PROFIL DE L'ENTREPRISE

Groupe TVA inc. (« Groupe TVA » ou la « Société »), filiale de Québecor Média inc. (« QMI »), est une entreprise de communication qui œuvre dans deux secteurs d'activités : la télévision et l'édition. En télévision, la Société est active en création, en production et en diffusion d'émissions de divertissement, d'information et d'affaires publiques, en distribution de produits audiovisuels et de films, en production commerciale et dans le télé-achat. Elle exploite le plus important réseau privé de télévision de langue française en Amérique du Nord, en plus d'exploiter huit services spécialisés. Elle possède également une participation minoritaire dans la chaîne spécialisée Évasion et dans le service spécialisé de langue anglaise SUN News Network « SUN News ». En édition, Groupe TVA publie plus de 75 magazines, ce qui en fait le plus important éditeur de magazines de langue française du Québec. Elle offre aussi des services d'édition sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia, favorisant le rayonnement des marques de commerce de ses clients par le média imprimé. Les actions classe B de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole TVA.B.

Le présent rapport de gestion intermédiaire couvre les principales activités du premier trimestre 2013 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent. Les états financiers consolidés résumés de la Société pour les périodes de trois mois terminées les 31 mars 2013 et 2012 ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière « IFRS ».

Tous les montants dans ce rapport de gestion sont en dollars canadiens. Il devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion annuel de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2012, de même qu'avec les états financiers consolidés résumés pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2013.

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Les activités de chacun des secteurs de la Société sont les suivantes :

- Le secteur de la télévision inclut les activités du Réseau TVA (y compris les filiales et divisions TVA Productions inc., TVA Ventes et Marketing inc., TVA Accès, TVA Nouvelles et TVA Interactif), des services spécialisés, de la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques télévisuelles, des activités de télé-achat et de boutiques en ligne de la division TVA Boutiques ainsi que des activités de distribution de produits audiovisuels de la division TVA Films.
- Le secteur de l'édition inclut les activités de TVA Publications inc. (« TVA Publications »), une entreprise de contenu qui se spécialise dans l'édition de magazines de langue française dans des domaines variés incluant les arts, le spectacle, la télévision, la mode et la décoration, la commercialisation de produits numériques associés aux différentes marques liées aux magazines et les activités de sa division TVA Studio qui se spécialise dans les activités d'édition sur mesure, de productions commerciales imprimées et de services prémédia.

FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DE L'EXERCICE 2012

- Au cours du premier trimestre de 2013, la Société a décidé de cesser la distribution de nouveaux films québécois en salles de cinéma concernant sa division TVA Films. Cette décision n'affecte en rien ses activités à titre de distributeur de produits audiovisuels sur l'ensemble des autres plateformes.
- Le 14 mars 2013, Groupe TVA a annoncé que le président du Conseil d'administration de la Société, M. Serge Guin, quittera ses fonctions à la suite de la tenue de l'assemblée annuelle des actionnaires de la Société le 7 mai 2013 et sera remplacé par M. Pierre Karl Péladeau.
- Le 6 février 2013, des forces créatives et de programmation de Groupe TVA et de Vidéotron Ltée se sont regroupées pour former Contenu QMI, une nouvelle division de QMI, qui aura comme mandat de créer, développer, acquérir, diffuser et exporter des contenus audiovisuels.
- Le 1^{er} février 2013, la chaîne « Mlle » a été renommée « Moi&cie ». La nouvelle identité de la chaîne, spécialement conçue pour les femmes québécoises, s'ancre avec la même mission, la même cible et les mêmes valeurs qu'elle partage avec le magazine « Moi&cie ».

MESURES NON NORMALISÉES EN VERTU DES IFRS

Pour évaluer son rendement financier, la Société utilise certaines mesures qui ne sont pas calculées, ni reconnues, selon les IFRS. Elle utilise ces mesures financières hors IFRS car elle estime qu'elles donnent une bonne représentation de son rendement. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises et, par conséquent, les mesures financières qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

Bénéfice ou perte d'exploitation

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice (la perte) d'exploitation comme le bénéfice net (la perte nette) avant l'amortissement des immobilisations et actifs incorporels, les charges financières, les frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres, la dépréciation de l'écart d'acquisition, la dépense d'impôts, la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises et la perte nette attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice (la perte) d'exploitation, tel(le) que défini(e) ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidité. Cette mesure ne représente pas les fonds disponibles pour le service de la dette, le paiement de dividendes, le réinvestissement ou d'autres utilisations discrétionnaires, et ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La direction estime que le bénéfice (la perte) d'exploitation est un instrument utile d'évaluation du rendement. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'activités qui en font partie. De plus, des mesures comme le bénéfice (la perte) d'exploitation sont fréquemment utilisées par la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. Signalons que la définition du bénéfice (de la perte) d'exploitation adoptée par la Société peut différer de celle d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente la conciliation du bénéfice (de la perte) d'exploitation avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés résumés de la Société.

Tableau 1

Conciliation du bénéfice (de la perte) d'exploitation présenté(e) dans ce rapport avec la perte nette attribuable aux actionnaires divulguée aux états financiers consolidés résumés
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2013	2012 (redressés)
Bénéfice (perte) d'exploitation :		
Télévision	663	\$ (4 959) \$
Édition	232	(2 047)
	895	(7 006)
Amortissement des immobilisations et actifs incorporels	5 088	5 217
Charges financières	1 604	1 986
Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres	952	117
Dépréciation de l'écart d'acquisition	-	32 200
Dépenses d'impôts	(2 424)	(3 320)
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises	1 563	(1 100)
Participation ne donnant pas le contrôle	-	(2 177)
Perte nette attribuable aux actionnaires	(5 888)	\$ (39 929) \$

COMPARAISON DES PREMIERS TRIMESTRES 2013 ET 2012**Analyse des résultats consolidés de Groupe TVA**

Produits d'exploitation de 111 070 000 \$, en baisse de 4 393 000 \$ (-3,8 %).

- Baisse de 3 407 000 \$ (-3,4 %) dans le secteur de la télévision (tableau 2) due principalement à la baisse de 6,4 % des revenus provenant du Réseau TVA et à l'impact défavorable lié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés depuis le 1^{er} juillet 2012, compensée en partie par la hausse de 17,0 % des revenus des services spécialisés.
- Baisse de 937 000 \$ (-5,9 %) dans le secteur de l'édition (tableau 2) principalement attribuable à la baisse de 13,5 % des revenus en kiosque et à la baisse de 7,7 % des revenus d'abonnement.

Tableau 2
Produits d'exploitation
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2013	2012 (redressés)
Télévision	97 064	\$ 100 471
Édition	14 969	15 906
Éléments intersectoriels	(963)	(914)
	111 070	\$ 115 463

Bénéfice d'exploitation de 895 000 \$, un écart favorable de 7 901 000 \$ comparativement à la perte d'exploitation du trimestre correspondant de 2012.

- Écart favorable de 5 622 000 \$ dans le secteur de la télévision (tableau 3), principalement attribuable au fait que les résultats déficitaires de SUN News ne sont plus consolidés avec les résultats de la Société depuis le 1^{er} juillet 2012 (« la vente d'une participation dans SUN News ») et que la réduction des charges d'exploitation du Réseau TVA a été supérieure à la baisse de ses revenus.
- Écart favorable de 2 279 000 \$ dans le secteur de l'édition (tableau 3), principalement attribuable à l'impact de la comptabilisation au premier trimestre 2012 de la charge résultant de l'adoption des nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération et de valorisation des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, compensé en partie par l'impact de la baisse des revenus.

Tableau 3

Bénéfice (perte) d'exploitation
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2013	2012 (redressés)
Télévision	663	\$ (4 959)
Édition	232	(2 047)
	895	\$ (7 006)

Perte nette attribuable aux actionnaires de 5 888 000 \$ (-0,25 \$ par action diluée) au premier trimestre 2013, comparativement à une perte nette de 39 929 000 \$ (-1,68 \$ par action diluée) à la même période de 2012.

- Cet écart favorable de 34 041 000 \$ (1,43 \$ par action diluée) s'explique essentiellement par :
 - la dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ du secteur de l'édition enregistrée au premier trimestre 2012;
 - l'écart favorable de 7 901 000 \$ du bénéfice d'exploitation;
- Partiellement compensé par :
- l'écart défavorable de 2 663 000 \$ dans la part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises;
 - la baisse de 2 177 000 \$ de la participation ne donnant pas le contrôle; et
 - la baisse de 896 000 \$ du recouvrement d'impôts.
- Le calcul du résultat par action a été fait sur une moyenne pondérée d'actions diluée en circulation de 23 770 906 pour les trimestres terminés les 31 mars 2013 et 2012.

Charge d'amortissement des immobilisations et actifs incorporels de 5 088 000 \$, soit une baisse de 129 000 \$.

Cette baisse s'explique essentiellement par le fait que la charge d'amortissement relativement aux immobilisations et actifs incorporels de SUN News n'est plus consolidée depuis le 1^{er} juillet 2012.

Charges financières de 1 604 000 \$, soit une baisse de 382 000 \$.

- Cette baisse s'explique principalement par un niveau d'endettement moins élevé, dû principalement à l'encaissement du produit de disposition lié à la vente des participations de « Mystery TV » et « The Cave » au second trimestre de 2012.

Frais de rationalisation des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres de 952 000 \$ au premier trimestre 2013 comparativement à une charge de 117 000 \$ au même trimestre de 2012.

- Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2013, la Société a enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 565 000 \$ pour des frais légaux relativement au procès lié à un litige d'une ancienne filiale. La Société a également enregistré une charge de dépréciation de 387 000 \$ liée à l'inventaire de droits de distribution à long terme à la suite de sa décision de ne plus distribuer de nouveaux films québécois en salles de cinéma.
- Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2012, la Société avait enregistré des frais de rationalisation des activités d'exploitation de 117 000 \$ suite à l'abolition de postes dans le secteur de l'édition.

Charge de dépréciation de l'écart d'acquisition nulle au premier trimestre 2013 contre une charge de 32 200 000 \$ au premier trimestre 2012.

- Au cours de la période de trois mois terminée le 31 mars 2012, suite à l'adoption des nouveaux tarifs concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, la Société a dû revoir son plan d'affaires pour ces activités et effectuer un test de dépréciation sur l'unité génératrice de trésorerie (« UGT ») de l'édition. La Société a alors conclu que la valeur recouvrable, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, de l'UGT de l'édition était inférieure à sa valeur comptable et une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ a été comptabilisée, sans incidence fiscale.

Recouvrement d'impôts de 2 424 000 \$ (taux d'imposition effectif de 35,9 %) au premier trimestre 2013 contre un recouvrement de 3 320 000 \$ (taux d'imposition effectif de 7,1 %) à la même période de 2012.

- Au premier trimestre 2013, la hausse du taux d'imposition par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 26,9 % s'explique principalement par la part de la Société dans les économies d'impôts découlant des pertes de SUN News pour cette période.
- Au premier trimestre 2012, la baisse du taux d'imposition par rapport au taux d'imposition statutaire de la Société de 26,9 % s'expliquait essentiellement par la dépréciation non déductible de l'écart d'acquisition et la part de Corporation Sun Media dans les économies d'impôts découlant des pertes d'exploitation de SUN News, lesquelles étaient consolidées aux résultats de la Société.

Part de la perte dans les entreprises associées et les coentreprises de 1 563 000 \$ au premier trimestre 2013, contre une part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises de 1 100 000 \$ au même trimestre de 2012, soit un écart défavorable de 2 663 000 \$, expliqué principalement par l'impact de la vente d'une participation dans SUN News, le 30 juin 2012.

Participation ne donnant pas le contrôle nulle au premier trimestre 2013 contre 2 177 000 \$ au même trimestre de 2012.

- La participation ne donnant pas le contrôle au premier trimestre 2012 représente la quote-part de Corporation Sun Media dans la perte avant impôts de SUN News. Depuis le 1^{er} juillet 2012, cette entité est dorénavant comptabilisée comme placement selon la méthode de la mise en équivalence. Ses résultats ne sont plus consolidés au sein de la Société.

ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉS

Télévision

Comparaison des premiers trimestres 2013 et 2012

Produits d'exploitation de 97 064 000 \$, soit une diminution de 3 407 000 \$ (-3,4 %), principalement attribuable à:

- la baisse de 7,6 % des revenus publicitaires du Réseau TVA;
- l'écart défavorable lié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés;
- la baisse de 20,1 % des produits d'exploitation de la division TVA Boutiques, dont plus de la moitié provient de la fermeture, au troisième trimestre de 2012, de la chaîne « Télé-Achat », laquelle générait des revenus d'infopublicité;

Compensée en partie par :

- la hausse des revenus d'abonnement de toutes les chaînes spécialisés pour une croissance combinée de 23,4 %, dont des hausses respectives de 56,2 %, 39,4 % et 21,5 % des chaînes « Moi&cie », « Yoopa » et « TVA Sports ».

Statistiques d'écoute du marché francophone

Pour la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2013, les parts de marché totales de Groupe TVA sont demeurées relativement stables à 32,9 parts par rapport à la même période de 2012. Les parts de marché combinées des services spécialisés francophones de Groupe TVA ont été de 8,4 parts au cours de cette période de 2013 contre 7,8 parts pour la même période de 2012, soit une croissance de 0,6 part ou 7,7 % alors que l'ensemble des autres services ont connu un recul de 1,4 part. Les services spécialisés « Prise 2 » et « Casa » ont connu les augmentations les plus importantes avec des hausses de 0,5 part chacun. « Yoopa », « Moi&cie » et « TVA Sports » ont atteint respectivement 0,7 part et 0,4 part et 0,4 part tandis que « LCN » détient 3,1 parts de marché. Le Réseau TVA demeure en tête avec ses 24,5 parts de marché soit plus que les parts de marché réunies de ses deux principaux concurrents généralistes. Le Réseau TVA a diffusé 19 des 30 émissions les plus regardées au Québec durant le premier trimestre 2013, dont *La Voix* qui a dépassé les 2,6 millions de téléspectateurs.

Tableau 4
Statistiques d'écoute du marché francophone

	Hiver 2013 vs Hiver 2012		
	Parts de marché (%)		
	2013	2012	Écart
Chaînes généralistes francophones :			
TVA	24,5	25,4	- 0,9
SRC	14,1	12,2	+ 1,9
V	8,6	8,4	+ 0,2
Total	47,2	46,0	+ 1,2
Chaînes spécialisées et payantes francophones			
TVA	8,4	7,8	+ 0,6
Astral	22,2	23,6	- 1,4
Autres	12,7	12,7	-
Total	43,3	44,1	- 0,8
Total anglophones et autres	9,5	9,9	- 0,4
Groupe TVA	32,9	33,2	- 0,3

Source : Sondages BBM. Québec franco, 1er janvier au 31 mars 2013, l-d, 2h-2h, t2+.

Charges d'exploitation de 96 401 000 \$, soit une baisse de 9 029 000 \$ (-8,6 %).

- Cette baisse est expliquée principalement par :
 - l'écart favorable lié au fait que les résultats de SUN News ne sont plus consolidés;
 - la baisse des charges d'exploitation du Réseau TVA, expliquée par une diminution des coûts de programmation et la mise en place d'un plan de restriction des dépenses ;
 - la baisse des frais d'exploitation de TVA Boutiques reliée à la fermeture de la chaîne « Télé-Achat »;

Compensés en partie par :

- la hausse des charges d'exploitation des services spécialisés notamment par les investissements en programmation, le changement de nom de la chaîne « Mlle » pour « Moi&cie » et la saison condensée de la Ligue Nationale de Hockey en 2013.

Bénéfice d'exploitation de 663 000 \$, contre une perte d'exploitation de 4 959 000 \$, soit une variation favorable de 5 622 000 \$, expliquée principalement par :

- l'impact positif sur le bénéfice d'exploitation lié à la vente d'une participation dans SUN News en juillet 2012; et
- la hausse du bénéfice d'exploitation du Réseau TVA.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télévision (exprimés en pourcentage des revenus) à la baisse, passant de 104,9 % pour la période de trois mois terminée le 31 mars 2012 à 99,3 % pour la même période de 2013. Cette baisse est principalement attribuable au fait que les résultats déficitaires de SUN News ne sont plus consolidés depuis le 1^{er} juillet 2012 et à la baisse des charges d'exploitation du Réseau TVA.

Édition

Comparaison des premiers trimestres 2013 et 2012

Produits d'exploitation de 14 969 000 \$, soit une baisse de 937 000 \$ (-5,9 %), principalement attribuable à :

- la baisse de 13,5 % des revenus en kiosque, répartie sur l'ensemble des titres;
- la baisse de 7,7 % des revenus d'abonnement;

Partiellement compensée par :

- la hausse de 16,5 % des revenus de subventions provenant du nouveau programme de Patrimoine Canada; et
- la hausse de 15,9 % des revenus de la division TVA Studio, notamment au niveau de la production commerciale et du développement de contenus (édition sur mesure).

Statistiques de lectorat et de parts de marché

- L'ensemble des magazines de TVA Publications détiennent 45 % des parts de marché des lecteurs québécois francophones cumulés par mois selon les données compilées par le PMB (Print Measurement Bureau – printemps 2013).
- Les hebdomadaires de TVA Publications rejoignent plus de 2,0 millions de lecteurs canadiens cumulés par semaine selon les données compilées par le PMB (Print Measurement Bureau – printemps 2013). Le magazine « 7 Jours », consacré à l'actualité artistique et culturelle, compte à lui seul 712 000 lecteurs par semaine.
- TVA Publications détient 49 % des parts de marché des unités vendues des magazines francophones au Québec (source : Audit Bureau of Circulation au 31 décembre 2012).

Charges d'exploitation de 14 737 000 \$, soit une baisse de 3 216 000 \$ (-17,9 %).

- Cette baisse est expliquée principalement par une variation favorable de 3 175 000 \$ relativement à l'adoption des nouveaux tarifs 2010, 2011 et 2012 concernant la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération et de valorisation des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec (« EEQ ») dont la rétroactivité des années 2010 et 2011.

Bénéfice d'exploitation de 232 000 \$, soit une variation favorable de 2 279 000 \$, expliquée principalement par :

- l'impact de la comptabilisation au premier trimestre 2012 de la charge résultant de l'adoption des nouveaux tarifs relatifs à EEQ, compensé en partie par la baisse des produits d'exploitation.

Analyse de la relation coûts/revenus : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Édition (exprimés en pourcentage des revenus) de 98,5 % au premier trimestre de 2013 contre 112,9 % pour la même période de 2012. En excluant la comptabilisation du passif relativement à EEQ, le pourcentage pour le premier trimestre de 2012 aurait été de 92,9 %. Cette augmentation au premier trimestre 2013 s'explique essentiellement par le fait que les charges d'exploitation ne peuvent être ajustées au même rythme que la baisse des revenus en kiosque à court terme.

FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, d'investissement et de financement de la Société sont résumés dans le tableau 5 suivant :

Tableau 5
Résumé des flux de trésorerie de la Société
(en milliers de dollars)

	Trois mois terminés les 31 mars	
	2013	2012
Flux de trésorerie (utilisés pour) générés par les activités d'exploitation	(2 543) \$	2 295 \$
Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels	(5 896)	(5 840)
Participation ne donnant pas le contrôle	-	1 764
Autres	748	(101)
Augmentation de la dette nette	(7 691) \$	(1 882) \$
	31 mars 2013	31 déc. 2012
<u>Situation à la fin :</u>		
Dette à long terme	74 743 \$	74 438 \$
Moins: espèces	(3 233)	(10 619)
Dette nette	71 510 \$	63 819 \$

Activités d'exploitation

Flux de trésorerie utilisés pour les activités d'exploitation de 2 543 000 \$ au premier trimestre 2013 comparativement à des flux de trésorerie générés par l'exploitation de 2 295 000 \$ au cours du trimestre correspondant en 2012, soit une baisse de 4 838 000 \$. Cette baisse est principalement attribuable à l'écart défavorable de la variation nette des éléments hors liquidités, dont la baisse des créiteurs et des charges à payer, compensé en partie par l'écart favorable au niveau du bénéfice d'exploitation.

Fonds de roulement de Groupe TVA de 77 672 000 \$ au 31 mars 2013 comparativement à 85 829 000 \$ au 31 décembre 2012. Cette baisse de 8 157 000 \$ est principalement attribuable à la baisse des espèces, de même qu'à la baisse des émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks, compensées en partie par la diminution des créiteurs et charges à payer.

Activités d'investissement

Acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels de 5 896 000 \$ pour les trois premiers mois de 2013, comparativement à 5 840 000 \$ à la même période de 2012, soit une hausse de 56 000 \$ (1,0 %).

Variation nette des placements de 799 000 \$ pour les trois premiers mois de 2013, contre aucune variation durant la même période de 2012. Au cours du premier trimestre 2013, la Société a encaissé un montant de 799 000 \$ lié à un placement de portefeuille.

Activités de financement

Dettes à long terme (excluant les frais de financement reportés) en hausse de 254 000 \$ au 31 mars 2013 comparativement au 31 décembre 2012. Cette augmentation s'explique essentiellement par une hausse de la marge de crédit sur les opérations en dollars américains.

Situation financière au 31 mars 2013

Liquidités disponibles nettes de 102 554 000 \$, soit un emprunt à terme rotatif disponible et inutilisé de 99 321 000 \$ et des espèces de 3 233 000 \$.

Au 31 mars 2013, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochaines périodes de douze mois se chiffrait comme suit :

Tableau 6

Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Groupe TVA

Périodes de 12 mois terminées les 31 mars

(en milliers de dollars)

2014	-	\$
2015	75 000	
2016	-	
2017	254	
2018 et ultérieurement	-	
Total	75 254	\$

L'échéance moyenne pondérée de la dette de Groupe TVA était environ de 1,6 année au 31 mars 2013 (1,9 années au 31 décembre 2012). La dette était constituée de 99,7 % de dette à taux fixe (100 % au 31 décembre 2012) et de 0,3 % de dette à taux variable (nil au 31 décembre 2012).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés sur une base annuelle par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour combler ses engagements en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de contributions en vertu des régimes de retraite, et de paiement de dividendes (ou de distribution de capital) dans le futur.

En vertu de ses conventions de crédit, la Société est assujettie à certaines restrictions dont le maintien de certains ratios financiers. Au 31 mars 2013, la Société respectait toutes les conditions relatives à ses conventions de crédit.

Analyse du bilan consolidé au 31 mars 2013

Tableau 7

Bilans consolidés de Groupe TVA

Analyse des principales variations entre les 31 mars 2013 et 31 décembre 2012

(en milliers de dollars)

	31 mars 2013		31 décembre 2012		Écart		Principales sources d'explication de l'écart
<u>Actif</u>							
Espèces	3 233	\$	10 619	\$	(7 386)	\$	Impact des flux de trésorerie utilisés pour les activités d'exploitation.
Émissions, droits de diffusion et de distribution et stocks	58 365	\$	67 579	\$	(9 214)	\$	Impact de la variation courante et saisonnière des activités.
Impôts exigibles	7 899	\$	3 152	\$	4 747	\$	Impact des impôts recouvrables sur la perte déductible du premier trimestre 2013 et des acomptes provisionnels versés.
Droits de diffusion et de distribution	39 480	\$	33 563	\$	5 917	\$	Hausse de l'achat de droits de diffusion de films et de séries.
<u>Passif</u>							
Créiteurs et charges à payer	83 307	\$	89 092	\$	(5 785)	\$	Impact de la variation courante et saisonnière des activités.
Droits de diffusion et de distribution à payer	21 321	\$	16 966	\$	4 355	\$	Impact de la variation courante et saisonnière des activités.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Obligations contractuelles

Au 31 mars 2013, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette à long terme, les paiements pour des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de distribution, ainsi que des paiements pour les autres engagements contractuels tels que les contrats de location-exploitation pour des services et des locaux pour bureaux. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 8.

Tableau 8

Obligations contractuelles importantes de Groupe TVA au 31 mars 2013

(en milliers de dollars)

	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	Plus de 5 ans	Total
Dette à long terme	-	\$ 75 000	\$ 254	\$ -	\$ 75 254
Paiement d'intérêts ¹	4 513	4 872	359	-	9 744
Droits de diffusion et de distribution	50 876	32 376	11 480	-	94 732
Autres engagements	9 406	9 229	4 258	3 570	26 463
Total	64 795	\$ 121 477	\$ 16 351	\$ 3 570	\$ 206 193

¹ L'estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme est basée sur les taux d'intérêt en vigueur au 31 mars 2013. Les intérêts sont calculés à partir d'un niveau de dette constant à celui au 31 mars 2013 et incluent les frais de disponibilité sur l'emprunt à terme rotatif.

Opérations conclues entre sociétés apparentées

Au cours du premier trimestre 2013, la Société a conclu les opérations suivantes avec des sociétés apparentées dans le cours normal de ses activités. Ces opérations ont été conclues selon des modalités équivalentes à celles qui existent dans le cas d'opérations soumises à des conditions de concurrence normale et ont été comptabilisées selon la contrepartie convenue entre les parties.

La Société a vendu des espaces publicitaires et du contenu, a enregistré des revenus d'abonnement et a fourni des services de production, de postproduction et autres à des sociétés sous contrôle commun et affiliées pour un montant global de 19 025 000 \$ (19 655 000 \$ au premier trimestre 2012).

La Société a constaté une charge de droits de diffusion, des charges liées à des services de télécommunication, des achats d'espaces publicitaires, de services professionnels, des commissions sur ventes et des services de presse provenant de transactions effectuées auprès de sociétés sous contrôle commun et affiliées, pour un total de 11 518 000 \$ (9 895 000 \$ au premier trimestre 2012).

La Société a également comptabilisé des honoraires de gestion à la société mère pour un montant de 1 080 000 \$ (1 080 000 \$ au premier trimestre 2012).

SUN News

Le 30 juin 2012, la Société a vendu une participation de 2 % dans SUN News à Corporation Sun Media pour un montant de 765 000 \$. Depuis cette date, la Société détient une participation de 49 % dans SUN News alors que Corporation Sun Media détient 51 %. Suite à la perte du contrôle dans cette société, le placement dans SUN News est dorénavant comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence et les résultats de cette société ne sont plus consolidés depuis le 1^{er} juillet 2012.

Au cours du premier trimestre de 2013, aucune mise de fonds n'a été effectuée par les sociétaires de SUN News (3 600 000 \$ au premier trimestre 2012, dont 1 836 000 \$ par la Société et 1 764 000 \$ par Corporation Sun Media).

Dépréciation de l'écart d'acquisition

Au cours du premier trimestre 2012, à la suite de l'adoption de nouveaux tarifs sur la contribution des entreprises au partage des coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournies par les municipalités au Québec, la Société a dû revoir son plan d'affaires pour ces activités et effectuer un test de dépréciation sur l'unité génératrice de trésorerie («UGT») de l'édition. La Société a alors conclu que la valeur recouvrable, déterminée sur la base de la valeur d'utilité, de l'UGT de l'édition était inférieure à sa valeur comptable et une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition de 32 200 000 \$ a été comptabilisée. La Société a utilisé un taux d'actualisation avant impôts de 16,26 % et un taux de croissance perpétuelle de 1,00 % pour déterminer la valeur recouvrable.

Capital-actions

En vertu des exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 9 présente les données du capital-actions de la Société au 30 avril 2013. De plus, 691 076 options d'achat d'actions classe B et 146 334 options d'achat d'actions de QMI étaient en circulation au 30 avril 2013.

Tableau 9
Nombre d'actions en circulation au 30 avril 2013
(en actions et en dollars)

	Émises en circulation	Valeur comptable
Actions ordinaires classe A	4 320 000	0,02 \$
Actions classe B	19 450 906	5,07 \$

Modification de conventions comptables

Le 1^{er} janvier 2013, la Société a adopté rétrospectivement les normes suivantes. À moins d'avis contraire, l'adoption de ces nouvelles normes n'a pas eu un impact significatif sur les chiffres correspondants pour la période comparative.

L'IFRS 10 *États financiers consolidés* a remplacé le SIC-12 *Consolidation – Entités ad hoc* et une partie de l'IAS 27 *États financiers consolidés et individuels*. Cette norme fournit des directives supplémentaires sur le concept de contrôle en tant que facteur déterminant dans la décision d'inclure une entité dans le périmètre de consolidation des états financiers consolidés de la société mère.

L'IFRS 11 *Partenariats* a remplacé l'IAS 31 *Participations dans des coentreprises*. Cette norme fournit des directives qui mettent l'accent sur les droits et obligations contractuels, et non sur la forme juridique de l'accord. Elle supprime également le choix d'utiliser la méthode de la consolidation proportionnelle lors de la comptabilisation des participations de l'entité dans des coentreprises. La nouvelle norme exige que ces participations soient comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. L'adoption de cette norme a eu les impacts suivants sur les chiffres correspondants de la période comparative:

État consolidé des résultats et du résultat global

Augmentation (diminution)	Période de trois mois terminée le 31 mars 2012
Revenus	(2 349) \$
Achat de biens et services	(1 439)
Charges financières	4
Perte avant dépense d'impôts et part du bénéfice dans les entreprises associées et les coentreprises	914
Part de la perte (du bénéfice) dans les entreprises associées et les coentreprises	(914)
Résultat net et résultat global	- \$

L'IFRS 12 *Informations à fournir sur les intérêts détenus dans d'autres entités* est une nouvelle norme intégrée relatives aux informations à fournir pour toutes les formes de participations dans des entités, y compris les entités découlant d'accords conjoints, les entreprises associées, les entités ad hoc et autres véhicules hors bilan.

L'IFRS 13 *Évaluation de la juste valeur* est une nouvelle norme intégrée qui établit un cadre pour l'évaluation de la juste valeur et qui prescrit les informations à fournir sur les évaluations à la juste valeur.

L'IAS 1 *Présentation des états financiers* a été modifiée et le principal changement résultant des modifications apportées à cette norme est l'exigence de présenter distinctement les autres éléments du résultat global pouvant être reclassés aux résultats et les autres éléments du résultat global qui ne seront pas reclassés aux résultats.

L'IAS 19 *Avantages du personnel (modifiée)* implique, entre autres, la comptabilisation immédiate de la composante de réévaluation dans les autres éléments du résultat global, ce qui élimine l'option précédemment disponible dans l'IAS 19 de comptabiliser ou de reporter les variations de l'obligation au titre des prestations définies et de la juste valeur de l'actif des régimes directement dans l'état consolidé des résultats. L'IAS 19 introduit également l'approche de coût des intérêts nets qui remplace le rendement attendu sur les actifs du régime et les frais d'intérêts liés à l'obligation au titre des prestations définies par une composante unique de coût des intérêts nets calculé en multipliant l'actif ou le passif net constaté au titre des prestations définies par le taux d'actualisation ayant été utilisé pour déterminer l'obligation au titre des prestations définies. De plus, tous les coûts au titre des services passés devront être reconnus à l'état des résultats dès que le régime est amendé et ne pourront plus être répartis sur des périodes de service futures. L'IAS 19 permet aussi de choisir de comptabiliser immédiatement les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans les bénéfices non répartis ou dans une catégorie distincte dans les capitaux propres. La Société a choisi de comptabiliser immédiatement les montants constatés dans les autres éléments du résultat global dans le cumul des autres éléments du résultat global.

L'adoption de cette norme modifiée a eu les impacts suivants sur les chiffres correspondants :

État consolidé des résultats et du résultat global

Augmentation (diminution)	Période de trois mois terminée le 31 mars 2012
Coûts liés au personnel	342 \$
Charges financières	463
Dépense d'impôts différés	(217)
Résultat net et résultat global	(588) \$

Bilans consolidés

Augmentation (diminution)	31 décembre 2012	31 décembre 2011
Autres éléments de passif	– \$	1 251 \$
Passif d'impôts différés	–	(336)
Bénéfices non répartis	20 620	17 408
Cumul des autres éléments du résultat global	(20 620)	(18 323)

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers selon les IFRS. Au cours du trimestre terminé le 31 mars 2013, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle, n'a été portée à l'attention de la direction.

Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes. Par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation en matière de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur Internet à l'adresse www.sedar.com.

Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques peuvent constituer des énoncés prospectifs assujettis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer » ou « croire » ou la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou toute terminologie similaire. Au nombre des facteurs pouvant entraîner un écart entre les résultats réels et les attentes actuelles figure la saisonnalité, les risques d'exploitation (y compris les mesures relatives à l'établissement des prix prises par des concurrents), le risque lié aux coûts de contenu de la programmation et de production, le risque de crédit, les risques associés à la réglementation gouvernementale, les risques associés à l'aide gouvernementale, aux effets de la conjoncture économique et de la fragmentation du paysage médiatique ainsi que les risques liés aux relations de travail.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus, qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs, n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif.

Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à www.sedar.com et <http://groupepva.ca>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion annuel de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 et la rubrique « Facteurs de risque » de la notice annuelle 2012 de la Société.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 7 mai 2013 et sont sous réserve des changements pouvant survenir après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal (Québec)
Le 7 mai 2013

Groupe TVA Inc.**Sélection de données financières trimestrielles**

(en milliers de dollars sauf les montants relatifs aux données par action)

	2013		2012					
	31 mars		31 déc. (redressés)	30 sept. (redressés)	30 juin (redressés)			
Exploitation								
Produits d'exploitation	111 070	\$	127 004	\$	97 171	\$	113 509	\$
Bénéfice d'exploitation	895	\$	20 625	\$	10 341	\$	18 522	\$
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(5 888)	\$	8 838	\$	1 539	\$	23 088	\$
Données par action de base								
Résultat par action de base	(0,25)	\$	0,37	\$	0,06	\$	0,97	\$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771		23 771		23 771		23 771	
Données par action diluées								
Résultat par action dilué	(0,25)	\$	0,37	\$	0,06	\$	0,97	\$
Nombre moyen pondéré d'actions dilués en circulation (en milliers)	23 771		23 771		23 771		23 771	

	2012		2011					
	31 mars (redressés)		31 déc. (redressés)	30 sept. (redressés)	30 juin (redressés)			
Exploitation								
Produits d'exploitation	115 463	\$	129 037	\$	87 003	\$	115 255	\$
(Perte) bénéfice d'exploitation	(7 006)	\$	19 675	\$	2 186	\$	21 635	\$
(Perte nette) bénéfice net attribuable aux actionnaires	(39 929)	\$	11 052	\$	(408)	\$	13 379	\$
Données par action de base								
Résultat par action de base	(1,68)	\$	0,46	\$	(0,02)	\$	0,56	\$
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en milliers)	23 771		23 771		23 771		23 771	
Données par action diluées								
Résultat par action dilué	(1,68)	\$	0,46	\$	(0,02)	\$	0,56	\$
Nombre moyen pondéré d'actions dilués en circulation (en milliers)	23 771		23 771		23 771		23 771	

- La majeure partie des produits d'exploitation de la Société est constituée de revenus publicitaires et de services reliés à la publicité. Ces revenus suivent habituellement des cycles saisonniers qui sont en relation avec la nature cyclique et économique de l'industrie et des marchés dans lesquels les annonceurs font affaires. Les deuxième et quatrième trimestres de la Société sont les trimestres les plus favorables à ces revenus publicitaires, principalement en télévision. De plus, la Société investit dans le lancement de nouveaux canaux spécialisés dans le secteur télévision. Les revenus d'abonnement associés aux périodes suivant le lancement d'un nouveau service spécialisé sont toujours plus modestes alors que les frais d'opération initiaux peuvent s'avérer plus substantiels.

- Dans le secteur de la télévision, les charges d'exploitation varient principalement en fonction des coûts de programmation qui sont directement reliés aux stratégies de programmation, alors que dans le secteur de l'édition, les charges d'exploitation varient en fonction des sorties de magazines en kiosque.